Séance publique du 17 octobre 2005

Délibération n° 2005-2991

commission principale : déplacements et urbanisme

commune (s) : Lyon 5°

objet : **Tunnel sous Fourvière - Rénovation - Marché courants faibles n° 991 371 B - Approbation d'un protocole transactionnel avec la société GTIE Rhône-Alpes**

service : Direction générale - Direction de la voirie

Le Conseil,

Vu le rapport du 28 septembre 2005, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Dans le cadre des travaux de rénovation du tunnel sous Fourvière, la Communauté urbaine a confié, à la société GTIE Rhône-Alpes, la réalisation d'un lot courants faibles, par un marché n° 991 371 B notifié le 24 janvier 2000.

La réception du marché, prévue en octobre 2001, n'a été prononcée sans réserve qu'en octobre 2003, avec effet au 31 octobre 2001.

Le décompte général et définitif (DGD) du marché transmis par le maître d'œuvre de l'opération, la société Jacobs France en juin 2004, a été contesté par la société GTIE Rhône-Alpes, qui a formulé expressément une réclamation auprès de la Communauté urbaine le 2 août 2004.

Cette réclamation du titulaire portait sur un désaccord sur le montant du DGD pour une différence en sa faveur de 319 092,87 €, pour trois motifs :

- un surcoût lié au changement d'un logiciel de supervision imposé par le maître d'ouvrage,
- un surcoût lié au retard de réception des travaux,
- des intérêts moratoires pour le règlement tardif de la situation n° 30.

La société GTIE Rhône-Alpes a saisi, le 1er décembre 2004, le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics de Lyon (CCRA). Celui-ci a rendu son avis le 30 juin 2005 et l'a notifié à la Communauté urbaine.

Cet avis est conforme à la proposition de la Communauté urbaine, qui avait engagé des négociations avec la société GTIE Rhône-Alpes sur la base d'un protocole transactionnel d'un montant maximum de 150 000 €, arrêtant les principes suivants :

- le refus du surcoût lié au changement de logiciel,
- l'acceptation du surcoût lié à la réception tardive de l'ouvrage,
- l'acceptation des intérêts moratoires dus à l'entreprise titulaire et à ses sous-traitants.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil de suivre l'avis formulé par le CCRA et d'autoriser monsieur le président à notifier au titulaire cette décision, à signer le protocole transactionnel et à lui verser une indemnisation au maximum de 150 000 €, toutes taxes et intérêts compris, le montant définitif étant fonction de la date de paiement des intérêts moratoires ;

Vu ledit protocole transactionnel ;

Vu le décret n° 2001-797 en date du 3 septembre 2001 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;

Oùï l'avis de sa commission déplacements et urbanisme ;

DELIBERE

1° - Approuve le protocole transactionnel avec la société GTIE Rhône-Alpes pour le règlement définitif de sa réclamation relative au marché n° 991 371 B : rénovation du tunnel sous Fourvière - travaux de courants faibles.

2° - Autorise monsieur le président à

a) - signer ce protocole et tous actes y afférents,

b) - verser, à la société GTIE Rhône-Alpes, une indemnisation globale d'un montant maximum de 150 000 €, toutes taxes et intérêts compris.

3° - Les dépenses relatives à cette transaction seront prélevées sur le budget principal de la Communauté urbaine - exercice 2005 - compte 671 800.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,